

La situation au Darfour évolue, mais rien ne bouge pour sauver les populations

Yves Jean Gallas

Collectif Urgence Darfour et Mouvement de la paix (France)

Janvier 2007

« Vous ne pourrez plus dire que vous ne saviez pas », tel était l'appel que les ONG, et en particulier le Collectif Urgence Darfour lançait il y a plus d'un an. Le souvenir de ce qui s'était passé au Rwanda était encore présent dans nos mémoires. Il était en effet intolérable que les médias et les hommes politiques restent muets sur les crimes contre l'humanité qui se perpétuaient au Darfour, province à l'Est du Soudan. Dans Planète Paix n° 513 de juillet dernier, Jacky Mamou, Président du Collectif Urgence Darfour, retraçait toute la genèse de ce que certains appelaient déjà un génocide.

Il semble que le silence soit rompu mais la mobilisation reste faible et aucune action concrète ne se dessine.

Sur le terrain actuellement la situation continue de se détériorer, les actions des bandes organisées arrivent jusqu'aux abords des camps pour terroriser les réfugiés et les acteurs humanitaires et surprendre des femmes en quête de bois ou d'eau pour les violer. Des observateurs prédisent que le nombre effarant de 500 000 morts serait atteint dans les mois qui viennent. Les personnes déplacées sont plus de 3 millions et le nombre de réfugiés, principalement au Tchad voisin, plus de 300 000. Ainsi, les deux tiers de la population du Darfour sont en grande souffrance et en danger de mort.

La présence des réfugiés au Tchad aggrave les tensions internes à ce pays et sert de prétexte pour des bandes armées pour déstabiliser le gouvernement.

Le processus officiel de recherche de solution, au moins humanitaire, piétine compte tenu de l'opposition du gouvernement soudanais à la présence au Darfour de forces sous le drapeau l'ONU. A noter que l'ONU est présente avec 15 000 hommes au sud-Soudan avec un mandat de surveillance de la paix signée en janvier 2005 entre le Nord et le Sud Soudan. Actuellement 7000 soldats dépêchés par l'Union Africaine assurent une présence avec une efficacité toute relative compte tenu de l'immensité du territoire du Darfour, de même ordre de grandeur que la superficie de la France. Les forces de l'UA sont soutenues logistiquement par l'OTAN à qui ce rôle ne doit pas déplaire car il lui assure une présence sur place importante. Par contre, les principaux pays de l'OTAN ne se mobilisent pas pour trouver une solution politique et humanitaire plus efficace et plus durable. Des pays comme la Russie, la Chine, mais aussi l'Algérie et bien d'autres, soutiennent directement ou indirectement le gouvernement de Khartoum pour s'opposer à l'ONU. Un accord est en cours de finalisation entre l'ONU et l'UA pour la constitution d'une force mixte. Mais nous ne savons pas aujourd'hui quelle sera la réponse de Khartoum qui peut s'opposer à son déploiement. Et le Conseil de Sécurité peut faire traîner les choses.

Des appels répétés émanant de Kofi Annan et des principaux responsables de l'ONU auprès de tous les pays et particulièrement des membres du Conseil de Sécurité sont à ce jour apparemment restés lettre morte. Le ministre français des Affaires Etrangères, M. Douste-Blazy s'est rendu sur place mais aucun effet positif, en France ou auprès de l'ONU, n'est aujourd'hui perceptible, même sous forme de frémissement.

Il est donc de plus en plus urgent que nous fassions pression sur notre gouvernement pour que la France agisse réellement et ne se contente pas de mots et d'incantations sans effet sur cette situation qui est déjà une catastrophe humanitaire.

La journée du 10 décembre 2006 a été décidée par l'ensemble des collectifs mondiaux comme étant celle du Darfour. Chaque comité pourrait au moins s'exprimer dans ce sens. A Paris, un rassemblement se fera place Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre (St-Germain des Prés) pour rendre publics des témoignages de femmes Darfour violées.

Maintenant que nous savons, nous ne pouvons plus laisser faire.

(Encadré sur l'Appel des femmes contre le viol).